



Nelle série N°116

novembre 2009

FSU.93 infos

Bulletin de la Fédération Syndicale Unitaire
de Seine Saint Denis



CP 1006 S 07010 - ISSN 1247-1003 - Directeur de la publication José Tovar - Prix du n° 2€

BULLETIN SPECIAL CONGRES
Votes du 5 novembre au 26 novembre

VOTES , CONGRES : MODE D EMPLOI

**Consultation nationale, vote départemental: 1 seule période de vote
Du 5 au 26 novembre 2009**

Comment voter ?

Les syndicats nationaux ont informé les syndiqué-e-s des procédures de vote.

Un petit rappel, non exhaustif, malgré tout:

SNES : Vote dans l'établissement

Le vote est organisé sous la responsabilité des S1 (collecte et dépouillement des 2 votes, national et départemental)

SNUIPP, SNEP, SDU-CLIAS, UNATOS : 2 votes par correspondance. Vote à l'aide de l'enveloppe T encartée dans ce bulletin. Vote national et vote départemental

SNASUB, SNUEP, SNUPDEN, SNICS, SNESUP : votes par correspondance, mais,

- Vote départemental à l'aide de l'enveloppe T encartée dans ce bulletin,
- Vote national au siège national.

SNUAS FP : Les 2 votes par correspondance au siège national.

Attention,

vous avez deux votes à émettre :

- Vote sur le rapport d'activité national et sur l'orientation (*bulletin couleur verte page 24*)
- Vote sur le rapport d'activité départemental et sur l'orientation (*bulletin couleur rose page 24*)

Ce bulletin contient le rapport d'activité départemental ainsi que les positions des courants de pensée qui ont choisi de s'exprimer et les textes d'orientation de chaque tendance, accompagnés d'une liste de candidat-e-s.

Cela doit vous permettre d'avoir les éléments nécessaires pour vous prononcer.

Pour le vote national, un cahier spécial de "Pour" qui contient le rapport d'activité ainsi que les textes d'orientation et les listes de candidats est paru.

Pour le vote national, le principe des "fenêtres" a été retenu.

Cela signifie simplement que sur 3 questions en débat, les syndiqué-e-s sont appelé-e-s à choisir la formulation qui leur convient le mieux.

Au moment de boucler ce bulletin, nous sommes au regret de constater que des Syndicats nationaux n'ont pas été en mesure de nous répondre. Des informations complémentaires vous seront fournies rapidement pour que chacun-e puisse s'exprimer

Le congrès départemental

Il se tiendra les lundi 18 et mardi 19 janvier

Il devra élaborer des mandats que les représentant-e-s du 93 au congrès national seront en charge de défendre. Pour cela, des commissions préparatoires se tiendront à partir du 7 janvier sur les thèmes retenus nationalement

- 1) Education, formation, recherche : quels enjeux pour l'avenir ?
- 2) Le service public et la fonction publique sont une richesse
- 3) Propositions pour contribuer à des alternatives économiques et sociales
- 4) Quelle FSU pour quel syndicalisme ?

Ces commissions sont ouvertes à tous les syndiqués, venez-y nombreux-ses.

Comme tous les trois ans, la FSU va tenir congrès. Le congrès national de février est préparé par des congrès départementaux, en Seine Saint Denis, les 18 et 19 janvier prochain.

Fidèle à ses principes fondateurs de respect du pluralisme et de la diversité, la FSU organise le vote direct des adhérent-e-s sur des textes d'orientation et sur le rapport d'activité. La FSU 93 a choisi depuis sa création d'en faire de même au plan départemental. Vous avez entre les mains le numéro spécial congrès avec le rapport d'activité départemental, les différents textes d'orientation et le matériel de vote.

Les débats du congrès seront structurés autour de 4 thèmes (voir page 2). La FSU nationale vous fera parvenir les textes à discuter et amender. Nous souhaitons qu'en Seine Saint Denis les réflexions et débats soient les plus larges possible.

Afin de donner tout son sens à ce moment important de la vie démocratique syndicale, nous organisons des commissions de travail préparatoires sur les 4 thèmes retenus nationalement, Ces commissions sont ouvertes à tous les syndiqués. Y participer, venir enrichir les contributions collectives prend un sens particulier en cette période où les organisations syndicales représentatives sont dans la ligne de mire.

Alors que le paritarisme est en danger, que les tentations, multiples, de contourner les syndicats combattifs sont réelles, une participation importante au vote comme aux travaux préparatoires sera un signe fort.

Face à un gouvernement qui s'acharne à imposer sa politique libérale en dépeçant les services publics et en laissant les plus fragiles au bord du chemin, nous avons besoin d'organisations syndicales fortes avec des positionnements et des revendications clairs.

Chacun sait que pour le faire renoncer à ses mauvais coups, c'est de mouvements de masse, inscrits dans la durée dont nous avons besoin. Les mobilisations réussies de l'année dernière ont été le fruit d'une unité construite autour d'axes revendicatifs, elles ont permis d'enregistrer de premiers reculs du gouvernement. Mais elles n'ont pas permis de construire une vraie dynamique.

L'un des enjeux majeurs de ce congrès sera de réfléchir à la stratégie et à la conception du syndicalisme que nous voulons, porteur d'exigences de transformations sociales et de luttes contre les inégalités

Guy Trésallet
Secrétaire général



RAPPORT D'ACTIVITE FSU 93

2006-2009

La droite décomplexée veut imposer ses vues

En l'absence d'alternative politique crédible à gauche, la voie semble libre pour imposer un modèle de société libérale faisant fi du modèle français reposant sur les solidarités. C'est dans cet esprit qu'il faut placer la réforme de l'état, la mise en place de la RGPP, les restrictions budgétaires et toutes les réformes structurelles dans les services publics.

Si aujourd'hui le Président de la République et son gouvernement ne semblent pas vraiment sanctionnés au travers des enquêtes d'opinion, s'ils ont pu passer au travers de la crise, c'est aussi parce que la droite n'a cessé de mener la bataille idéologique, et qu'elle a marqué des points, y compris dans les milieux populaires de Seine Saint Denis.

Si l'idée de baisse des impôts a, un temps, fait débat, qui ose aujourd'hui, dans un contexte difficile, affronter l'opinion en disant que le financement par l'impôt est une vraie nécessité pour une société solidaire ?

Sur la Sécurité sociale le gouvernement communique sur les dépenses en annonçant un trou de plus de 20 milliards d'Euros. Mais qui s'interroge sur les recettes et sur les politiques d'exonération de charges dont le manque à gagner sera de près de 27 milliards en 2009 ? Chômage à la hausse, salaires qui stagnent, conditions de travail qui se détériorent, c'est aussi sur ces leviers que le gouvernement devrait agir dans la gestion de l'assurance maladie. Sa réponse ? Augmentation de 25% du forfait hospitalier, déremboursement de médicaments...

Et on pourrait multiplier les exemples sur les retraites, l'école, les services publics. **La crise a eu un effet grossissant indéniable, mais elle n'est pas, loin de là, responsable de tout.** Elle est avant tout prétexte à de nouvelles régressions.

Résister à la volonté d'asphyxier le mouvement social

Face un gouvernement sûr de lui, chacun a bien conscience que ce n'est qu'en construisant un vrai mouvement de masse que l'on peut le faire reculer. Ne jetons pas trop vite les mouvements de l'an dernier, dans lesquels la FSU a pris toute sa place, et l'unité syndicale construite (pour la première fois depuis bien longtemps) sur une plate forme revendicative. Certes la déception est forte de ne pas avoir pu élargir la base mobilisée, en particulier (mais pas que) au secteur privé.

Mais cela ne doit nous faire oublier que **des mobilisations ont aussi réussi à empêcher un certain nombre de mauvais coups et entravé la marche en avant**



Ce qui est préoccupant aujourd'hui c'est que le développement des inégalités, encore plus fort dans le département qu'ailleurs, s'accompagne de tentations de repli sur soi et de recherche de solutions individuelles, du retour à la notion de mérite et à la mise en concurrence, de la culpabilisation des plus en difficultés sociales.

C'est donc bien d'une reconquête de l'opinion dont nous avons besoin. Le mouvement syndical a une responsabilité particulière, même s'il est évident qu'il ne peut pas faire seul. C'est par exemple, dans le champ éducatif, le dossier auquel la FSU 93 s'est attelé avec les parents d'élèves de la FCPE : tenter de tordre le coup à ce serpent de mer de la théorie des dons qui laisserait à penser que tout le monde n'est " pas fait pour " les études. Nous voyons bien la difficulté de la tâche, nous savons aussi qu'il nous faut d'autres appuis que les seules autres organisations syndicales enseignantes et associations de parents.

du gouvernement. Une des conclusions à en tirer si on ne veut pas s'en tenir au simplisme de la (ou des) forme d'action et de la responsabilité des seules directions syndicales, c'est que le repli sur soi et sur le corporatisme nous mènent dans le mur.

Les divisions syndicales sont mortifères, les personnels, comme l'ensemble des salariés attendent l'unité syndicale dans les mobilisations. Le sondage de la FSU le montre bien. 86% des Français placent comme prioritaire la question de l'unité, mais pas à n'importe quel prix. La même proportion réclame aux syndicats d'être combatifs et porteurs de propositions.

Le syndicalisme que nous voulons porter à la FSU, et particulièrement en Seine Saint Denis, s'inscrit dans cette logique. Les rapports que nous avons toujours entretenus avec les autres Unions Départementales, même si tout est loin d'être parfait, et même si cela peut exister ailleurs en France, sont souvent cités en exemple dans d'autres départements, y compris d'île de France. Ensemble, nous avons su trouver les mots pour parvenir à des déclarations unitaires qui, sans en rabattre sur nos propres revendications, soulignaient la nécessité d'être le plus nombreux possible pour combattre les mauvais coups du libéralisme et défendre les salariés. Ce fut le cas par exemple pour l'appel au soutien à la grève des postiers du 22 septembre dernier et à des suites où l'ensemble des Unions Départementales ont appelé avec un tract unitaire commun.

La facilité pourrait nous inciter à privilégier des alliances sectorielles avec des syndicats en quête de légitimité, à nous enfermer dans la seule contestation. Ce n'est pas le choix que nous faisons en recherchant la construction d'un mouvement de masse, unitaire, seul à même de faire reculer ce gouvernement.



Au prétexte de révision générale des politiques publiques, la destruction des services publics est en marche.

S'il est vrai que lors de circonstances exceptionnelles comme les tempêtes, les médias vantent les services publics, le reste du temps ils sont, d'après ces derniers, synonymes de gabegie et d'archaïsme.

Pourtant, à chaque sondage sur le sujet, les résultats restent inchangés tout autant sur le besoin de service public que sur la satisfaction des services rendus, le sondage commandé par la FSU le confirme.

Les 2 100 000 personnes qui se sont déplacées pour voter contre le changement de statut de La Poste en apportent, s'il en était encore besoin, la preuve.

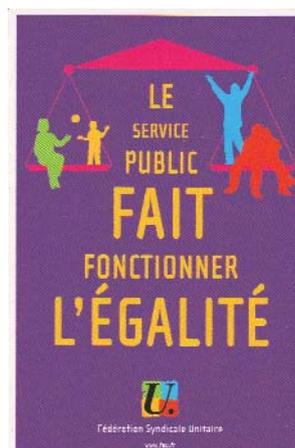
Mais sans doute faut-il rappeler qu'en France, plus du quart des salariés sont sous statuts. Et c'est bien là le problème pour le gouvernement. Comment appliquer une politique libérale, qui n'a qu'un modèle, l'entreprise privée, dans cette situation ? Tout simplement en cassant les règles.

De la loi dite de "modernisation" de la fonction publique à la loi sur la "mobilité", en passant par le rapport Silicani, qui trace une véritable feuille de route, l'objectif est de mettre sur pied une tout autre fonction publique, autour d'une "économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée". Pour cela, il est proposé de substituer les notions de marché à celle de service public, et de statut à contrat.

Dès 2007, le 1er ministre avait prévenu : "La réforme de l'État supposera que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de services, moins de personnels, moins d'État sur son territoire". Le désengagement de l'État se précise budget après budget, en réalisant au passage des économies non négligeables (on a calculé qu'au rythme actuel des suppressions de postes, de 2003 à 2012 la seule fonction publique d'état serait amputée de 300 000 postes !), et en faisant des cadeaux au monde la finance en leur livrant les parties les plus rentables. Dans le même temps, on rajoute des tâches pour dénoncer le "mauvais fonctionnement" des services publics et justifier leur privatisation.

La lutte pour le maintien et le développement d'un réseau de services publics de proximité et de qualité, est plus que jamais d'actualité. La FSU 93 a participé aux réunions départementales pour l'organisation de la votation citoyenne sur le statut de La Poste et a largement relayé cette initiative, dans le bulletin départemental comme sur le site internet, incitant les collègues non seulement à participer, mais aussi à organiser le vote. Là où cela a pu être organisé, le succès a été au rendez-vous.

La FSU a été de la création de l'appel signé par des responsables syndicaux, politiques, associatifs : Le service public est notre richesse, appel qui réclame de vrais débats pour la défense et l'amélioration des services publics. Cet appel est sur notre site, il n'est pas trop tard pour le signer : <http://service-public-notre-richeesse.fr>



L'éducation attaquée comme service public

Avec l'élection de Nicolas Sarkozy, la politique de casse de l'école publique entamée depuis 2003 s'est poursuivie et amplifiée.

Pour avancer sur la voie de la logique libérale et mettre en œuvre toutes les réformes qui découlent de la loi Fillon (socle commun, autonomie des établissements, contrats d'objectifs, expérimentations, remplacements, conseils pédagogiques...) le gouvernement veut dans le même mouvement casser le statut des personnels et diminuer les exigences et les conceptions culturelles disciplinaires des programmes.

Cette déréglementation et cette casse se mettent en œuvre. Un exemple éclairant, la mise à mal du sport scolaire dans les établissements de l'académie de Créteil.

La réalité des forfaits UNSS a montré que ce sont les établissements les plus en difficulté dans le service public d'Education qui ont été touchés et très fortement touchés quand ce sont de gros établissements (LPO) : jeunes enseignants, lycées professionnels, établissements classés ZEP/ zone prévention violence, insuffisance d'installations sportives, cours les mercredis après midi (69 forfaits lycées et lycées professionnels supprimés dans le 93 sur les 150 de l'académie de Créteil).

De fait la relance des Associations sportives est impossible car il faut du temps : pour les jeunes professeurs néo titulaires pour prendre le relais, pour lancer de nouvelles activités. Les activités à fort taux d'encadrement que sont les APPN (activités physiques de pleine nature) sont condamnées.

La casse du service public du sport scolaire est bien là une politique d'apartheid social. Ces établissements ne retrouveront jamais leurs forfaits car les besoins y sont tels que l'urgence scolaire évacue la question de la vie et des moyens du sport scolaire.

Le discours actuel sur l'égalité des chances et le soutien aux zones difficiles est une véritable provocation, voire même une escroquerie au regard de la réalité du terrain.

Avec le socle commun, la multiplication des Projets Personnels de Réussite Educative, les études du soir (etc...) et tout cela à moyens constants, les heures d'AS qui seront prises elles aussi sur la Dotation Horaire Globale globalisée seront difficilement défendables dans les conseils pédagogiques et d'administration. En effet, quand il faudra choisir entre soutien en français dans les collèges et heures d'AS, alors que les objectifs de performance ne prennent en compte que les résultats au brevet et le passage en 2nde Générale et Technologique, qui pourra encore défendre en Conseil d'Administration la crédibilité du projet de l'AS ? Aucun enseignant d'EPS, ni aucun chef d'établissement ne pourra donner suffisamment de force et de poids aux arguments de défense du service public du sport scolaire.

L'incitation à l'expérimentation avec déréglementation (indispensable puisqu'aucun moyen supplémentaire n'est octroyé), l'assouplissement de la carte scolaire sont les 1ers pas de charge dans cet engrenage de destruction d'une Education Nationale et des droits d'accès à la culture pour tous les élèves qui conduit inexorablement à la ghettoïsation et l'apartheid social

Dans le département, tous les secteurs de l'éducation sont touchés par les restrictions budgétaires.

Dans le premier degré, les augmentations conséquentes d'effectifs ces dernières années n'ont pas été accompagnées par des créations de postes suffisamment conséquentes pour faire face à tous les besoins. Les dotations départementales ont toujours été positives mais elles n'ont pas été proportionnelles aux évolutions démographiques. Les RASED ont commencé à financer des ouvertures de classes dès la rentrée 2008 (18 postes) et encore plus à la rentrée 2009 (61 postes). Depuis la rentrée 2009, de nombreuses classes (au moins trente) ont été financées par l'utilisation de remplaçants placés pour l'année sur des ouvertures de classes rendues nécessaires par l'application des seuils d'ouverture que nous avons réussi à maintenir au prix de rassemblements quasi systématiques devant l'inspection académique chaque jour important de CTP. L'action collective a freiné les conséquences négatives des restrictions budgétaires, mais n'a pas pu tout empêcher. La scolarisation des enfants de deux trois ans est tombée à moins de 5% d'une classe d'âge alors qu'elle était au-delà de 20% au début des années 2000. Le remplacement des maitres absents est catastrophique et les difficultés sont croissantes dans les secteurs les plus difficiles du département (Nord ouest : Saint Denis, Epinay, Villetaneuse, Pierrefitte, Stains,...). Partout les seuils que nous avons réussi à maintenir conduisent l'administration à parler de places vacantes lorsqu'on n'atteint pas le seuil... L'administration pousse les familles et les municipalités à " remplir " les écoles jusqu'aux seuils, poussant les usagers à instruire eux-mêmes la fin de la carte scolaire et à mettre en place la déssectorisation... La prochaine étape est en marche avec l'idée qu'il faut des seuils différents entre les établissements de ZEP selon qu'il s'agit de ZEP plus " difficiles " que d'autres, ou entre les écoles des secteurs "hors ZEP " selon la nature des populations qui les composent. C'est une véritable déréglementation qui se prépare et qu'il va falloir combattre. Là aussi le désengagement de l'état qui assure de moins en moins l'égalité républicaine est flagrant.

Dans les collèges et lycées du département, les suppressions massives de postes, les moyens de remplacement en chute libre, la santé scolaire en jachère, les postes d'administratifs supprimés par dizaine à l'inspection Académique et au Rectorat, précarisation accrue des personnels, **la politique anti service public du gouvernement a eu des conséquences très concrètes pour les élèves et les personnels de Seine-Saint-Denis.**

Ces reculs sont apparus inacceptables à une large majorité de collègues alors que le service public doit faire face dans le département à des difficultés souvent très lourdes et **l'année scolaire 2007-2008 a ainsi été marquée par de nombreuses journées d'actions et de grèves dans le premier et le second degré à l'initiative des syndicats de la FSU dans des périmètres académiques ou région parisienne.**



Ces actions communes des premiers et seconds degrés constituent une originalité que la Seine-Saint-Denis a partagée sur la période avec peu de départements en France.

Elles ont trouvé leur prolongement dans la liaison faite avec les parents d'élèves, que ce soit lors de la manifestation départementale de janvier 2008 à l'appel de la FCPE et de la FSU 93 ou lors d'opérations écoles, collèges ou lycées déserts, organisées à l'échelle d'une école, d'un établissement, d'une ville ou du département comme le 10 avril 2008 à l'occasion de la journée de grève.

Si ces actions ont eu des effets au plan local et ont souvent permis de faire reculer au moins partiellement l'Inspection Académique ou le Rectorat, il est vite apparu évident que l'action syndicale devait s'inscrire dans un cadre plus large susceptible d'infléchir en profondeur la politique du gouvernement. C'était le sens de l'appel commun à la grève premier second degré du 7 octobre 2008 alors qu'il n'a malheureusement pas été possible d'arriver à un appel équivalent au niveau national.

C'était le sens également de l'investissement des syndicats de la FSU93 dans la réussite des journées de grèves interprofessionnelles, grèves qui ont atteint des niveaux extrêmement élevés dans le département.

Lutte des personnels du 93 contre la réforme de la formation des maîtres :

La lutte contre la réforme de la " mastérisation " s'est essentiellement développée dans notre département autour des personnels formateurs de l'antenne IUFM de Livry-Gargan.

La FSU 93, et le SNUipp (Livry = 1er degré) ont assuré leur présence à toutes les assemblées générales auxquelles ils ont été invités. Ce qui a limité la participation de la FSU et de ses syndicats à ces A.G . Le fonctionnement de la lutte en assemblées générales permanentes, la défiance systématique à l'égard de la FSU et de ses syndicats par une partie des personnels formateurs a considérablement brouillé le sens de notre présence. Ce d'autant que l'absence de perspectives du mouvement social dans son ensemble, malgré les mobilisations des 29 janvier, 19 mars rendait difficile l'explication des positions des syndicats nationaux de la FSU. En effet, la réforme de la formation des maîtres a des conséquences très importantes qui auraient dû être mieux traitées dans le contexte national.

Malgré ces difficultés, la FSU 93 a invité les personnels formateurs à la Nuit des écoles à Blanc Mesnil ; elle a participé à une des soirées des " nuits de l'IUFM ". Mais surtout, nous avons assuré la visibilité de notre présence dans les manifestations, même si nous n'avons pu participer à toutes, faute de pouvoir débrayer en permanence, chaque grève étant décomptée au prix fort pour les personnels exerçant dans les écoles et les établissements. La FSU 93 a notamment été présente en appelant les personnels du 1er degré à la grève le 2 avril 2009 sur l'unique question de l'opposition à la réforme de la formation des maîtres. La FSU 93 a organisé, le 12 juin dernier, une journée de formation syndicale sur le thème de la formation et de la lutte contre les inégalités en invitant une des responsables nationales du SNEP qui siège notamment au CTPM et qui a pu expliquer les enjeux de cette réforme et revenir sur le sens d'un des votes de la FSU en abstention.



Cette initiative a permis d'échanger avec l'ensemble des personnels du département, non seulement de l'actualité mais aussi des divergences d'analyse sur ce dossier complexe.

Le travail fédéral, un plus pour tous

Depuis la création de la FSU avec les dosages savants débouchant sur des règles contraignantes pour que personne ne puisse imposer son point de vue aux autres, le débat autour de la définition du champ fédéral est évoqué à l'occasion de chaque congrès.

Le choix majoritaire a été de renforcer le poids des syndicats nationaux, faisant de la FSU, une " fédération de syndicats nationaux ". L'aspect syndicat de métiers est un atout qu'il nous faut défendre, même si la question des évolutions du paysage syndical français nous conduira sans doute à une réflexion plus poussée sur ce sujet. Cependant il n'y a parfois que la FSU qui ne mesure pas bien le poids supplémentaire qu'elle a lorsqu'elle est porteuse d'un positionnement fédéral qui ne se réduit pas à l'addition d'interventions ou de mandats des différents syndicats concernés.

On pourrait multiplier les exemples d'interventions auprès de l'Administration ou du Préfet, mais pour n'en prendre qu'un seul, le rendez-vous auprès de l'Inspecteur d'Académie sur la question des médiateurs en milieu scolaire. Notre intervention a été d'autant plus crédible que la délégation était composée, autour du Secrétaire général, des représentant-e-s des secteurs concernés (Personnels de direction, CPE, Assistants sociaux). On n'était plus dans les rendez-vous " classiques " avec les responsables des syndicats les plus importants numériquement, mais avec une délégation fédérale qui démontrait que la FSU maîtrisait l'ensemble du dossier. **Sans se cacher sur la difficulté, parfois, à construire des points de vue fédéraux, c'est pourtant dans cette direction qu'il nous faut poursuivre.**

C'est dans ce sens aussi que toutes les composantes de la Fédération, syndicats nationaux, mais aussi tendances devraient faire un effort de participation aux CDFD. La comparaison avec les autres départements, voire avec le Conseil Fédéral Régional, où la situation est la même, où les réunions se tiennent avec toujours les mêmes militant-e-s n'est pas une excuse. Espérons que les débats autour du thème 4 seront l'occasion pour chacun-e de s'emparer de cette question de l'implication de tous.

La transformation, suites aux décisions du dernier congrès fédéral, des coordinations régionales en véritables structures de la Fédération est certes une avancée, mais les habitudes de participation et d'information du CFR (Conseil Fédéral Régional) restent à construire.



Le travail avec le Conseil Général et ses services, a été salué ces dernières années lors des différents rapports d'activité. Lors du mandat du précédent CG, la délégation de la FSU au CDEN a obtenu que le transfert des personnels TOS au département s'accompagne de la titularisation de tous les précaires dont la nationalité le permettait, avec un plan de formation et une stagiarisation sur place, ainsi qu'un engagement d'emploi à durée indéterminée pour les autres. Des groupes de travail se réunissaient régulièrement sur différents points (sectorisation, l'ordinateur pour les 6ème et son contenu, le budget des collèges...).

Depuis les élections cantonales, nous pouvons déplorer qu'aucun groupe de suivi sur le transfert des personnels TOS n'aient été réuni, que nous ne soyons informés des actions nouvelles que veulent installer les élus qu'à l'occasion des CDEN. L'illustration de ces pratiques a eu lieu au dernier CDEN où les représentants des personnels et des parents ont pris connaissance, en séance, d'une action dite "Conseil Général des Collégiens".

Ce fonctionnement est d'autant plus inquiétant que le CG souhaite de plus en plus s'impliquer dans les collèges sur des actions dites éducatives qui ne sont pas dans ses missions premières issues de la décentralisation. La FSU demande depuis un an une reprise des concertations et lors du dernier CDEN nos interventions ont, semble-t-il, permis enfin de faire prendre conscience au vice président en charge des collèges qu'il ne peut continuer ainsi.

La SFR-FSU 93 : construire un mouvement syndical retraité plus unitaire donc plus fort.

Les retraité(e)s de la FSU ont participé, nombreux aux différentes manifestations, tant au niveau national que départemental, aussi bien sur les problèmes spécifiques que dans les actions unitaires avec les actifs et les demandeurs d'emploi.

Les retraité(e)s ont ainsi réaffirmé l'indispensable solidarité intergénérationnelle avec les salarié(e)s pour exiger du gouvernement des réponses positives aux demandes portées par les organisations syndicales.

Au delà des questions revendicatives, se posent aussi des enjeux sociaux importants (place des retraité(e)s et des personnes âgées dans la société, risque et handicap, définition de droits nouveaux et d'une citoyenneté). La FSU se doit d'y réfléchir et d'élaborer des propositions syndicales.

La SFR-FSU 93 a cosigné avec les quatre UCR et la FGR un appel à la manifestation du 16 octobre 2009 contre la politique de régressions sociales, en matière de santé, de dépendance, de système de retraite, de pension de réversion, d'avantages familiaux, de logement social, de transport et contre la politique de casse et de privatisation des services publics, comme EDF et GDF ou la poste.

Lutter pour les droits

La FSU 93 s'est particulièrement investie dans la lutte contre le fichier base élèves et a mené un travail en commun, en particulier avec la LDH 93, et avec les DDEN. Nous avons sollicité les élus de gauche et proposé un modèle de motion à faire voter aux conseils municipaux sur l'engagement clair : Nous refusons la mise en place d'un fichier informatisé, centralisé et partageable. LDH, FSU, FCPE, SNUI PP, DDEN, FOL, JPA, CEMEA. Plusieurs conseils municipaux dont ceux de Stains, La Courneuve, Pierrefitte, Aubervilliers, Bondy, Bobigny et Pantin ont voté un vœu en ce sens.

La FSU 93 a porté ce débat dans le CDEN. Les directions d'école ont été mises sous une pression sans précédent et des actions sont encore organisées comme à Bobigny au cours du mois d'octobre 2009 en lien avec les élus pour empêcher la mise en place de ce fichier tant que toutes les garanties de non-croisement des fichiers ne sont pas obtenues.

C'est une action forte à mettre à l'actif de notre travail syndical, de nombreux collègues étant encore en situation de refuser d'installer ce fichier. Il nous reste à fédérer ceux qui se retrouvant seuls ont du " céder " aux injonctions en organisant par exemple une charte déontologique leur permettant de rejoindre malgré tout l'action qui redémarre notamment avec un recours en conseil d'état déposé par des collègues de l'Isère.

La FSU 93, avec la LDH, a été à l'initiative de la création du Collectif pour l'abandon du fichier Edvige.

Ce fichier aggravait considérablement les atteintes aux libertés en permettant le fichage des individus dès 13 ans, la mise en fiche de données dites sensibles comme les origines " raciales " ou ethniques ou qui sont relatives à la santé, à la vie sexuelle et à la vie privée des personnes.

Depuis 2004 la FSU 93 a poursuivi son engagement auprès du R.E.S.F. en participant aux campagnes de soutien aux familles et aux enfants que les politiques d'immigration précarisent chaque jour davantage : Aides matérielles, contributions militantes, participation aux campagnes d'information, appel aux différents rassemblements ont été les axes de notre engagement. En Seine saint Denis où la situation des jeunes lycéens sans papiers est particulièrement préoccupante il nous faut probablement renforcer nos interventions et initiatives dans le cadre de la campagne nationale " jeunes majeurs " menée par RESF pour faire changer la loi.



C'est aussi dans cet esprit que la FSU 93 a soutenu et continue de soutenir la lutte des travailleurs sans-papiers. Elle s'inscrit pleinement dans cette démarche syndicale de défense des salariés, qu'ils sont, et souscrit à la revendication d'une circulaire de régularisation immédiate de tous les salariés sans papiers.

Il faut leur faire entendre raison !



Tous ensemble, on peut gagner !

UNITE & ACTION - sans tendances

VOTEZ OUI AU RAPPORT D'ACTIVITE 2006 / 2009

La FSU est la plus importante fédération de fonctionnaires de la fonction publique. Elle est, de par son histoire très importante dans le monde enseignant où elle s'est développée après l'éclatement de la FEN au début des années 1990.

Etre les plus importants et les plus en capacité de construire de fortes mobilisations tout en participant à de multiples organismes paritaires où sont défendus pied à pied les intérêts collectifs et individuels de tous les collègues nécessite de construire des stratégies qui rassemblent un maximum de collègues. Cela nécessite aussi de rester dans les mandats que nous élaborons avec le plus grand nombre de syndiqués.

Nous, responsables de la tendance " Unité et Action et sans tendance " sommes effectivement responsables de la présence d'un maximum de collègues dans les rangs de la FSU, ce qui la rend efficace. Pour que chacun s'y retrouve, **nous développons un syndicalisme articulé avec le débat avec les collègues. Sans concessions, mais aussi à l'écoute.**

Notre syndicalisme se conçoit dans le cadre d'un projet de transformation des services publics, de l'école et de la société .

Plus d'égalité, une meilleure répartition des richesses, la volonté farouche de développer des services publics de qualité ayant pour objectif le meilleur service possible rendu aux usagers, avec des conditions de travail et de rémunération correctes. Cela nécessite des moyens. Les moyens nous les obtenons par les luttes que nous construisons. Des luttes qui rassemblent des majorités conséquentes de collègues. Sans luttes majoritaires, pas de victoires syndicales.

Ce qui fait notre différence avec les autres courants de pensée qui vont appeler à voter contre le rapport d'activité de la FSU 93, c'est que nous ne considérons pas l'outil syndical comme un bouton sur lequel on appuie pour que les mobilisations se construisent. Nous y associons les personnels, par le débat, la confrontation. La forme de notre expression peut être ferme et sans concession sans pour autant être un raccourci utilisant une terminologie radicale, permettant d'exprimer la colère, certes mais pas de regrouper les grands nombres.

L'action syndicale se construit avec les masses, pas avec des " minorités agissantes " .

Personne n'est parfait, certes ! Nous n'avons pas forcément tout réussi, mais nous sommes dans un département où de nombreuses règles ont pu être maintenues en ce qui concerne la transparence des moyens, l'équité de leur distribution.

Les personnels le savent bien d'ailleurs, et ils se

tournent vers nous majoritairement. Ils le prouvent par leur vote dans les organismes paritaires .

En décembre 2008, ils ont placé la FSU 93 à plus de 60% des exprimés aux élections professionnelles des enseignants(tous corps confondus) nous plaçant loin, très loin devant la première organisation derrière nous (10% des voix).

Nous voulons constamment rassembler le plus grand nombre de personnels avec des formes d'actions appropriées, des expressions qui rassemblent plus qu'elles n'inquiètent. Nous continuerons dans cette voie.

**C'est pourquoi nous vous appelons
à voter OUI
au rapport d'activité
de la FSU 93
pour la période 2006 - 2009**



Liste à l'initiative de l'Ecole Emancipée(EE) Pour une FSU fédérale, pluraliste et de combat ! Votez non au rapport d'activité !

Avec regrets...

Le rapport d'activité (RA) rédigé par la seule majorité Unité et Action (UA) de la FSU 93 n'intègre pas toutes les composantes de notre section départementale.

Ceci mène à ne pas traiter des conséquences liberticides menées par les libéraux sur le champs de la PJJ, à ne pas intégrer la cohérence des mesures de destructions de toutes les fonctions publiques (combattue par le SNU CLIAS), des mesures d'exclusions sociales accrues des chômeurs (contre lesquelles nos camarades du SNU pôle emploi mènent des luttes exemplaires), à ne pas intégrer l'approche des tendances dont l'EE.

Pourtant, nous partageons nombre d'éléments contenus dans le RA (sur la cohérence des mesures libérales concernant entre autres les services publics, sur le refus du fichage généralisé de la population et des élèves, sur RESF, sur les sans papiers...).

Curieuse innovation...

Ce RA syndical commence par regretter " l'absence d'alternative crédible à gauche... ".

Si le climat politique pèse sur le climat social et donc l'activité syndicale, cette dernière ne peut cependant pas dépendre des résultats éventuels d'une alternative " à gauche ". En ce sens, la fonction du syndicalisme et de la FSU doit être de constituer une force de résistance et d'alternative, face à un gouvernement de casse sociale.

Nous avons besoin d'une FSU fédérale !

Chacun constate que de plus en plus un positionnement fédéral (dossier " masterisation...) est indispensable. Cela suppose de revenir aux valeurs fondatrices et aux statuts de la FSU fondés sur le " triptyque " section départementale, syndicats et tendances.

Loin des nouvelles " théorisations " sur la FSU " fédération de syndicats ", dont nos dirigeants UA en viennent à dire que cela a été acté... Sans vote de congrès et consultation des syndiqués... Donc par qui et où ?

L'unité, oui, mais pas n'importe comment !

La précédente année scolaire aura été marqué par un alignement des dirigeants UA 93 sur la ligne : " l'unité avec tout le monde... ou rien du tout "

Conséquence de cet alignement, malgré des propositions souvent positives faites à l'intersyndicale sur les suites de l'action, celles-ci seront restées confinées au cercle du " G8 syndical ", permettant le suivisme de la FSU et le rythme des journées d'actions tous les 2 mois.

Il faut rompre avec ces pratiques et prendre l'initiative, dans certaines circonstances, de s'adresser publiquement à l'ensemble des salariés et syndicats pour dire : voilà ce que propose la FSU. Non pour fixer des ultimatums mais afin que les salariés en lutte sachent qui veut quoi.

Et prendre en compte que nous cherchons l'unité syndicale la plus large possible, mais sur un contenu revendicatif compatible avec nos mandats (et non des formules creuses) et prenant aussi en compte qu'à certains moments il faut faire avec ceux qui veulent faire et non ne rien faire parce que certains (CFDT, CGC et autres CFTC...) ne veulent rien faire... Ou freiner des quatre fers...

Conséquence de cette ligne...

La conséquence de cette ligne aura été de laisser des mobilisations importantes dans les champs où la FSU a une représentativité importante (formation des enseignants, mouvement des universités, gel des aides personnalisées, refus des fichiers policiers sur les élèves...) dispersées et sans propositions de convergences et de centralisation, malgré la cohérence des mesures soulignée à juste titre dans le RA.

La construction du Tous Ensemble dans notre secteur n'est nullement contradictoire avec un mouvement interprofessionnel. Telle est l'orientation que nous avons portée dans cette période.

Mais de tout cela... Silence dans le RA...

C'est non !

**Nous appelons donc tous les syndiqué(e)s
attaché(e)s au pluralisme interne
de la FSU à ne pas voter le RA
(Contre, abstention, vote nul...)
et pour des raisons d'orientation nous
appelons ceux-ci à voter contre le RA !**

Emancipation

Pour que la FSU cesse de perdre des batailles et des syndiquéEs et pour nous réapproprier notre outil syndical dévoyé et lui redonner sa finalité de défense collective des travailleurs, VOTONS " NON " AU RAPPORT D'ACTIVITE DE LA DIRECTION SORTANTE. ET CHOISSISSONS UNE AUTRE ORIENTATION POUR LA FSU

Avec Emancipation, exigeons que la FSU en finisse avec l'accompagnement des mesures gouvernementales, se batte pour l'abrogation des textes imposés cet été (loi mobilité, décrets sur la formation des maitres...) et le retrait de ceux annoncés (réforme Sarkozy-Chatel des lycées, loi sur le dialogue social dans la fonction publique...).

Battons-nous pour défendre les statuts qui existent encore, pour l'annulation de suppressions de postes et pour toutes les créations nécessaires. Et pas seulement avec une grève de 24 h sur le Budget.

Battons-nous pour une autre école dans une autre société. Une école qui refuse le tri social des élèves, les filières ségrégatives. Une Université et une Recherche qui échappent aux appétits du patronat et aux visées des présidents d'université pour la plupart convertis au libéralisme.

Battons-nous pour une véritable formation des maîtres, avec les Ecoles de formation professionnelle que sont les IUFM et les stages accompagnés.

Battons-nous contre la précarité qui se développe partout en exigeant la titularisation sans condition de tous les non titulaires. Pour des augmentations uniformes (300 € pour touTEs). Contre la criminalisation et le fichage des jeunes, des pauvres, des immigréEs, contre l'enfermement des mineurEs, contre une société de plus en plus répressive.

Battons-nous pour une unité syndicale basée sur la démocratie et les mobilisations, pas sur la reconnaissance institutionnelle du syndicat.

Battons-nous pour empêcher le démantèlement des différents services publics : la poste, les territoriaux,...

Battons nous pour un syndicalisme de lutte, indépendant, respectueux de la démocratie et du droit de tendance.

Les directions départementale et nationale de la FSU nous ont entraînéEs dans la défaite. Changeons-les.

**VOTEZ EMANCIPATION
et contre les rapports d'activité
départemental et national**

Nous contacter,
s'abonner à notre revue :
er@emancipation.fr
site : www.emancipation.fr.



Liste Unité & Action et sans tendances

Se battre pour le respect de la démocratie sociale

Jamais sans doute depuis bien longtemps, le mouvement syndical n'avait été l'objet d'autant d'attention. De la part des salariés eux-mêmes, premières victimes de la politique libérale menée par le gouvernement e, accélérée au prétexte de solutions à trouver pour lutter contre la crise. S'ils ne sont que peu syndiqués en France, ils savent s'investir fortement dans les mobilisations, et ont, comme le sondage FSU vient de le montrer, une bonne image des syndicats à qui ils demandent d'être unis et combattifs. Mais dans cette période marquée par l'absence d'alternative politique crédible à gauche, nombreux sont ceux qui ont compris qu'au travers des mobilisations contre les injustices sociales, contre les dégradations constantes des conditions de travail, avec la montée continue du chômage et la baisse du pouvoir d'achat, un projet alternatif pour une société plus juste et solidaire pouvait retrouver de la crédibilité. La montée de mouvements sociaux sur des bases revendicatives fait peur.

Il s'agit donc de tout faire pour affaiblir les organisations syndicales représentatives, en détournant le sens des instances paritaires en ne leur fournissant pas toujours les documents nécessaires au travail des représentants du personnel, en les mettant devant le fait accompli.

UA tout en travaillant à élargir les mobilisations se bat pour le respect du paritarisme et du vote des personnels aux élections professionnelles

Se battre pour des services publics au service des territoires et des usagers

La communication gouvernementale ne doit tromper personne. L'alignement sur les directives européennes pour imposer la concurrence, la lutte contre la crise ou la nécessité d'économies budgétaires ne sont que prétextes pour l'application d'un choix idéologique : la casse des services publics.

Il nous faut faire connaître à l'ensemble de la population les conséquences des mauvais coups portés aux personnels, par exemple au travers de la loi mobilité ou par le non remplacement d'un fonctionnaire sur 2 partant à la retraite. La dégradation organisée des services publics à pour objectif d'en détourner les usagers et de les conduire vers le privé, la responsabilité de la FSU est de mener une campagne d'explication en profitant de la richesse des analyses de ses syndicats dans l'ensemble des fonctions publiques. La réussite de la votation citoyenne contre le nouveau statut de La Poste est un exemple à suivre.

La Seine Saint Denis devrait être un territoire modèle dans le renforcement et le développement des services publics. C'est au contraire un des départements qui a été le plus touché, en particulier dans les secteurs populaires qui en ont le plus besoin (concentrations, fermetures de services publics de proximité ...). La politique libérale du gouvernement qui se met en place au travers de la réforme des collectivités territoriales ou des projets sur le Grand Paris (pour mettre sous sa coupe la Région Ile de France) en privilégiant une logique spéculative et financière au détriment des solidarités et de l'égalité des territoires doit être largement dénoncée et combattue. La FSU travaillera à construire, développer et unifier les mobilisations des agents des fonctions publiques pour imposer d'autres choix.

Se battre pour la défense et le renforcement du service public d'éducation, construire un vrai projet pour l'école en Seine Saint Denis.

Toutes les expérimentations régressives sont testées en Seine Saint Denis avec pour conséquence la mise à l'écart des enfants des milieux populaires et le rejet de l'échec sur les seuls jeunes et leurs familles.

La FSU doit mener une vraie bataille d'opinion, en particulier avec les parents et les élus, sur le rôle émancipateur de l'école et rendre crédible l'idée de l'éducabilité de tous. Ceci nécessite, au-delà de la dénonciation du tri social organisé, une réflexion approfondie sur quelle culture commune au service de l'émancipation de tous ?

Aller vers des Assises de l'éducation avec les parents, les élus et la population.

A l'image de ce que le SNEP vient de réaliser avec les Assises pour le Sport scolaire, réflexion de fond sur les programmes, la culture commune au service de tous les jeunes, nous pouvons initier un mouvement dynamique et puissant pour défendre et transformer le service public d'Education en Seine Saint Denis, enclencher des initiatives publiques fédérales et/ou inter syndicales sur l'emploi public, contribuer à créer des collectifs locaux de défense et d'action pour le Service Public d'Education (avec parents, élus...)

Mais ces initiatives diverses nécessitent une réflexion Fédérale indispensable qui ne se réduit pas à la somme des réflexions de nos syndicats nationaux. Notre objectif doit être de

- Développer et diffuser nos analyses et nos contre propositions alternatives : relier moyens humains et financiers, et culture commune, exigences culturelles pour lutter efficacement contre la ségrégation sociale

- Promouvoir la démocratie : face au mépris de plus en plus affirmé du recteur et de l'Inspection d'Académie du paritarisme et des droits des personnels, il est urgent d'aider les personnels à se saisir de ces propositions dans les établissements.

- Organiser des stages syndicaux de formation FSU " agir dans les établissements " afin d'élaborer collectivement nos analyses et nos propositions

Dans l'éducation, la volonté gouvernementale de transformation du système éducatif a les mêmes conséquences pour tous les personnels. Les réalités et les conséquences sont identiques en matière de remplacement des absents, de multiplication des heures supplémentaires, de prise en charge des élèves sur du hors temps scolaire. Les problématiques liées à la première affectation des personnels débutants dans les zones les plus difficiles sont les mêmes dans le premier et le second degré. Avec la réforme de la formation des maîtres, ce qui restait de formation initiale dans le premier degré sur des temps clairement identifiés disparaît et les personnels vont être " logés à la même enseigne ".

Toutes ces réalités concourent à ce que la FSU travaille sur des dossiers thématiques et organise des groupes de travail avec les militants des différents syndicats nationaux. Parmi les propositions que nous pouvons déjà faire : Le Handicap, l'intégration individuelle, l'intégration collective : CLIS, UPI, UPIL; les SEGPA (avec l'organisation d'un stage fédéral); le remplacement des enseignants absents; la formation continue; le traitement de la difficulté scolaire; les débuts dans le métier; le logement des personnels, et les autres propositions que le congrès fera émerger

La situation particulière du bassin 1 (Saint Denis, Pierrefitte, Villetaneuse, Stains, La Courneuve, ...), le développement exponentiel des actes de violence autour des écoles et à l'intérieur, les difficultés de tous ordres dans l'éducation : postes tenus dans leur quasi-totalité par des débutants, remplacement des enseignants absents catastrophiques, présence d'enfants en très grand état d'instabilité psychologique, sentiment d'abandon ... tout concourt à ce que la FSU organise une stratégie fédérale regroupant tous les personnels concernés. Unité Action propose que nous mettions en place une série de formations syndicales avec des interventions de chercheurs et de sociologues pour mieux appréhender la réalité d'une urbanisation croissante dans une zone géographique concentrant toutes les difficultés. La mise en synergie des militants des syndicats nationaux sur une question comme celle-ci nous permettra de développer des réponses fédérales et d'intervenir efficacement auprès du Préfet, du Préfet de Région, de l'Etat. Ce doit être aussi notre réponse aux coups médiatiques du Rectorat, relayés par l'Inspection Académique, qui s'inscrivent dans une vision du tout sécuritaire et de la déréglementation.

De quel outil se doter ?

Les transformations à terme, rendues quasi inévitables suites aux nouvelles règles sur les accords majoritaires et la représentativité, n'ont d'intérêt que si elles représentent une avancée et une efficacité dans la défense des revendications pour tous. La question de l'avenir du syndicalisme se pose avant tout à travers la question essentielle qui est celle de l'efficacité pour les salariés. Quelle est la meilleure forme d'organisation pour l'ensemble des salariés ? Quelle est la meilleure forme d'organisation syndicale pour les actuels syndiqués de la FSU pour faire gagner leurs revendications ?

Unité & Action propose de réfléchir sans tabous à l'évolution du syndicalisme, mais ce débat, certes complexe, ne doit surtout être mené ni dans la précipitation ni dans les seules instances dirigeantes.

L'exemple de l'échec du rapprochement UNSA - CGC est à ce titre éclairant. Il doit être mené avec tous les militants comme meilleure forme d'action pour faire avancer les luttes dans toutes nos structures

Il doit être aussi l'occasion de reprendre la réflexion sur l'interne et sur notre propre structuration, en tendances (ce qu'Unité & Action a toujours souhaité dépasser) et sur l'équilibre entre syndicats nationaux et structures fédérales, en particulier sections départementales. Débat récurrent, rarement posé en dehors des périodes de congrès

Dans ce sens, il est urgent, face aux attaques du gouvernement contre le Service Public d'Education, de développer une réflexion Fédérale indispensable qui ne se réduise pas à la somme des réflexions de nos syndicats nationaux, mais les prolongent s'y articulent pour enrichir, en retour les orientations des syndicats nationaux

Dans cette perspective d'évolution, la question des contenus revendicatifs est centrale : c'est par nos analyses, nos contre propositions que nous ferons vivre dans les luttes ce besoin d'unité d'efficacité et de formes (éventuellement nouvelles) d'organisations. Les mobilisations de ces dernières années, les plates formes revendicatives font clairement apparaître des axes de convergence CGT- Solidaires - FSU. Partir de la réalité des luttes, pour inventer l'avenir nous paraît être une bonne démarche. De premiers groupes de travail thématiques sont en cours, à nous de nous y investir pour faire progresser l'idée d'unification.

Nous avons à l'occasion des débats préparatoires au congrès la responsabilité de ne pas laisser passer cette chance historique d'apporter notre pierre à la construction / rénovation d'un pôle syndical combatif de transformation sociale.

Mais nous réaffirmons que dire qu'il ne peut être question d'une démarche d'appareil, sorte de fusion acquisition faite dans le dos des syndiqués, qu'il nous faut prendre le temps pour construire des rapprochements en convainquant les salariés de l'intérêt de cette opération, ne signifie pas renoncer à cet objectif.

Candidat-e-s présenté-e-s par Unité Action

Adell Rémy	SDU-CLIAS
Bassinot Frédérique	SNESUP
Bonnery Stéphane	SNESUP
Bord Jean Pierre	SNUIPP
Choffel Christelle	SNUAS-FP
Clair Emilie	SNES
Claustre Pierre	SNES
Clayette Danièle	S.F.R
Cochain François	SNUIPP
Couve Joel	SNUIPP
De Schryver Sébastien	SNES
Desmaele Sylvie	SNUIPP
Desnoe Adeline	SNASUB
Dirson Clément	SNES
Djerfaf Yamina	SNUPDEN
Gury Marie Anne	SNEP
Karaquillo Marie	SNES
Kassardjian Alain	S.F.R
Lavenaire Raymonde	UNATOS
Logothetis Mathieu	SNES
Lovera Gisèle	SNES
Marchand Caroline	SNUIPP
Martin Robert	SDU-CLIAS
Maurin Françoise	SNES
Monnin Corinne	SNICS
Peschet Yves	SNUIPP
Ricco Sandy	SNEP
Schneider Rachel	SNUIPP
Trésallet Guy	SNUEP
Verdeguez Maria	SNUIPP

(SFR : Section Fédérale
des Retraités)

Liste soutenue par Isabelle BAILLON (SNUAS-FP), Martine CARON (SNUIPP), Marc CHAMPESME (SNESUP), François CHELERS (SNUIPP), Marie Françoise DAUPRAT (UNATOS), Catherine MANCIAUX (SNUPDEN), Yann MAHIEUX (SNASUB), Serge REITCHESS (SNEP), Jean Claude ROGER (SNICS)

Liste à l'initiative de l'École Emancipée

La période est rude pour les salariés, les jeunes, les chômeurs, les retraités. Alors que l'on attend beaucoup d'eux, le syndicalisme, la FSU, ses syndicats, sont en grande difficulté face à la violence du capitalisme et aux attaques incessantes du gouvernement Sarkozy.

Une colère sociale qui grandit face à des choix économiques et sociaux mortifères

L'immense majorité de la population est victime de la crise économique, écologique et sociale mondiale conséquence de la crise du capitalisme mondialisé et de ses gouvernants. La famine, le chômage, les inégalités font des ravages.

Dans ce pays, c'est 4 millions de chômeurs, dont une majorité de jeunes, une précarité accrue des salariés, la remise en cause du droit du travail, la réduction des Services Publics...

Sarkozy, chantre du néolibéralisme aux ordres du MEDEF, transforme et détériore notre quotidien, celui de dizaines de millions de salariés mais aussi des "sans", sans papiers, sans logement, sans travail...

Emploi, salaires, réorganisation de l'État, santé, éducation, justice, libertés... le projet de société que met en œuvre activement et efficacement le gouvernement, dans le cadre de l'Europe libérale, est cohérent et dangereux. D'un côté, les milliards offerts aux banques, les cadeaux fiscaux faits aux riches et au patronat, de l'autre la poursuite de la destruction des droits sociaux, le travail le dimanche... Et au final un individualisme grandissant, qui rend chacun responsable de sa propre situation, à l'école, dans le monde du travail, ou dans les agences de Pôle Emploi.

Résistances et exigences sociales de justice et d'égalité demeurent

Les conflits sociaux se succèdent. A la détermination du gouvernement, il faut opposer la combativité des salariés du privé et du public, des précaires et de la jeunesse. On le sait, contraindre ce gouvernement à changer de politique exigera la construction d'un rapport de force au niveau de la grève générale. Avec une unité syndicale totale, une plate-forme, un mouvement social et populaire qui prenait forme, les conditions n'en étaient-elles pas réunies en février/mars ? Et pourtant, l'année 2009 qui a vu des manifestations monstres en janvier et mars s'est terminée le 13 juin en mascarade bureaucratique à la veille des congés d'été ! !

Ces dernières années, chaque fois que les organisations syndicales ont fixé un objectif mobilisateur, des centaines de milliers de salariés se sont retrouvés en grève et dans les rues.

Les mouvements citoyens de résistance, de désobéissance (avec les sans-papiers, les enseignants du primaire et du supérieur...) se sont développés malgré les tentatives de museler et criminaliser un mouvement social qui reste fort dans notre pays.

Alors pourquoi un tel gâchis ?

Rappelons-nous, dans l'éducation, la forte montée en puissance de la mobilisation des personnels et des parents dès la rentrée 2008. Les syndicats enseignants de la FSU ont refusé de pousser les feux et de faire converger les luttes contre les suppressions de postes et "réformes" de l'école primaire (service minimum, aide personnalisée...), du lycée, de la formation des enseignants, laissant les personnels sans véritables perspectives. Il a fallu le mouvement lycéen pour contraindre Darcos à reculer, souvenir cuisant du CPE oblige.

Alors que dans le premier degré se développait le "gel des aides personnalisées". Mais surtout, rappelons-nous l'exceptionnel mouvement coordonné des universités et des chercheurs avant la catastrophe sur la "masterisation", fruit de visions syndicales étroites et corporatistes, certains pensant tirer leur propre épingle du jeu face à un gouvernement de guerre !

L'année scolaire 2008-2009 aura été celle d'un immense gâchis, alors même que les possibilités de faire reculer le gouvernement existaient.

L'unité ? Incontournable mais insuffisante !

Dans un contexte spécifique, la grève générale en Guadeloupe et en Martinique a montré la puissance d'une dynamique combinant unité, radicalité et aussi son efficacité dès lors que la détermination existe.

C'est bien ce qui manque à nos directions syndicales majoritaires ! Même si l'unité pour les mobilisations reste un enjeu majeur et une demande forte des salariés, ils ne peuvent se satisfaire de journées de mobilisations tous les deux mois. Ils attendaient une suite et une montée en puissance rapide !

Confrontés à des directions confédérales qui veulent éviter l'affrontement, la FSU n'a pas été capable de s'appuyer sur ses capacités de mobilisation pour faire valoir ses propositions. C'est pourtant, dans de tels moments, que le syndicalisme de transformation sociale doit montrer sa force et sa capacité à se dresser contre le capitalisme et ses régressions.

Un syndicalisme de transformation sociale, c'est toujours à l'ordre du jour !

Contre ceux qui essaient de jouer de la crise financière qu'ils ont provoquée pour accentuer les injustices, mettre en concurrence les territoires et les salariés, le syndicalisme doit relever le défi et porter un projet de résistance et d'alternative.

C'est sur ce terrain que la FSU est attendue. Contre les licenciements et les suppressions de postes, la baisse des salaires, une dégradation générale des conditions de travail, il ne s'agit pas d'aménager de mauvaises réformes, de négocier des bribes pour quelques-uns mais bien de prendre à bras le corps les questions d'emploi, de salaires, de précarité, de droits pour tous.

Pour une FSU résolument offensive et qui s'en donne les moyens !

Qui peut penser que nous pourrions, dans la FSU, nous contenter de nous replier sur des corporatismes diviseurs et condamnés à l'échec ?

La FSU, c'était, et ça doit revenir à un projet novateur, bien plus qu'une simple intersyndicale des enseignants, bien plus que la somme de ses syndicats, certains très gros, d'autres plus petits.

La situation exige une FSU encore plus fédérale dans les départements, les régions et nationalement. Une FSU qui propose d'autres orientations et initiatives sur les terrains où elle est en responsabilité, une FSU résolument combative face à ce gouvernement. Une FSU qui, face aux hésitations et aux impuissances des directions syndicales majoritaires, s'adresse à tous les syndicats combattifs, notamment CGT et Solidaires, à toutes les équipes syndicales ainsi qu'aux associations, pour construire ensemble un véritable pôle porteur d'alternatives afin de déboucher sur le " tous ensemble " pour les faire céder.

Votez et faites voter pour la liste à l'initiative de l'École Émancipée (EE) tant au plan départemental que national

Liste Ecole Emancipée

ATLAN Danielle	SNUAS-FP
BEAUJOUAN Nicolas	SNES
BOUDIE Céline	SNES
BOUHADDI Fatima	SYGMA
BOVET Maria Del Pilar	SDU-CLIAS
BROUH Christine	SNU Pôle Emploi
CAMOREYT Sabrina	SNES
CASTAING François	SNESUP
CLUZEAU Cécile	SNES
COISMAN Christian	SNUipp
DUGAS Jean	SNUipp
FAUJOUR Catherine	SNES
FAUJOUR Michel	SNPES-PJJ
FOURRE Thierry	SNUipp
GAY Vincent	SNES
GIROMINI Raphael	SNES
GRENOUILLET Bernard	SDU-CLIAS
KERNOA Catherine	SNUipp
LABARRE Séverine	SNES
LEROY Julien	SNES
MORINEAU Monique	SNUipp
SAGET Muriel	SNUipp
SERVAT Véronique	SNES
TRAT Josette	SNESup
TREVISIOL Ugo	SNUEP
VILLE Sébastien	SNUipp
WONGERMEZ Stéphanie	SNUipp
ZAFARI Sophie	SNUipp
ZAPARUCHA Yves	SNUipp
ZURCHER Eric	SNUipp

Pour la Reconquête d'un Syndicalisme Indépendant (PRSI) Pour la défense de tous nos statuts et de nos syndicats

Au cours du seul été 2009, la loi sur la mobilité a été adoptée, les décrets de mastérisation des concours sont parus, les conséquences de la Révision Générale des Politiques Publiques, avec son cortège de milliers de suppressions de postes, se sont accélérées. Ce qui est en jeu, c'est l'existence des services publics avec des fonctionnaires sous statut, garants de l'égalité en droit des citoyens. Notre fédération a un rôle décisif dans l'Éducation Nationale et dans la Fonction publique. Notre liste entend oeuvrer pour que l'emporte, en dehors de tout esprit de " tendance ", la défense des personnels. La masterisation des concours de recrutement des enseignants est un enjeu pour toute la fonction publique, pour la FSU :

150 000 étudiants sans droits, sans garanties, sans statuts : Maintenant, partout, unité pour le retrait de la circulaire créant les remplaçants à 3 000 € par an !

Dès cette rentrée, en application des décrets du 29 juillet 09 et de leur circulaire d'application du 20 août, plus de 1000 étudiants en master dans l'académie de Créteil effectuent des stages en responsabilité payés 3000€ par an pour 108H, prenant en charge nos services d'enseignants, CPE, documentalistes

Au collège Le Parc d'Aulnay 93, une Assemblée du personnel réunie sur l'heure mensuelle d'information avec les sections SNES et FO a adopté la position suivante : " Nous appelons nos collègues à signer l'appel à l'abrogation de la circulaire du 20 août, l'abrogation des décrets du 29 juillet. Le rôle de nos syndicats est d'organiser la mobilisation, y compris par la grève. "

En recrutant 150 000 stagiaires - 100 000 en observation, 50 000 en responsabilité, pour 14 000 postes aux concours, le ministre n'entame-t-il pas le remplacement de corps d'enseignants fonctionnaires de l'Etat, professeurs des écoles, professeurs certifiés, agrégés, CPE et PLP, par des dizaines de milliers de précaires, titulaires d'un master d'enseignement mais collés aux concours de recrutement ?

Le ministre veut mettre à bas tout l'édifice qui fonde l'école accueillant les enfants de toute la nation, avec des enseignants disposant d'un statut de fonctionnaires de l'Etat, qui fonde tous les syndicats nationaux de la FSU. Le 22 juillet a été adoptée la loi relative à la mobilité dans la Fonction Publique, qui ouvre la possibilité de licencier un fonctionnaire, de recourir à l'intérim. Tout cela n'est-il pas parfaitement cohérent ?

Si le ministre Châtel a pu publier les décrets, c'est grâce à l'abstention de la FSU au CTPM du 28 mai et à son départ du CSFPE du 16 juin pour ne pas avoir à voter contre les décrets. Cela alors que des syndicats nationaux et un grand nombre de sections départementales demandaient de voter contre, après la grève des personnels du supérieur et des étudiants qui demandaient le retrait de la réforme.

Le CN du SNES en septembre a adopté une motion demandant "**le retrait de la circulaire traitant des stages avant le concours**" et exigeant "**l'ouverture de négociations pour rédiger la nouvelle circulaire.**" Le CDFN de la FSU a adopté ensuite une position analogue.

Le CN du SNES a tenu à préciser : "**Nous refusons tout stage qui signifierait l'attribution à un étudiant d'un service d'enseignement qu'il devrait assumer seul.**" Nous sommes heureux d'avoir contribué à ce résultat. La FSU doit combattre et mettre en œuvre ce mandat dans l'unité pour faire reculer le ministre et obtenir le retrait de la circulaire afin de préserver nos statuts.

Abandon de la réforme Sarkozy du lycée !

Les mesures annoncées par le président SARKOZY le 13 octobre reprennent les recommandations du rapport Descoing :

- **Diminution du nombre d'heures de cours** pour un accompagnement personnalisé de 2 heures de la seconde à la terminale, " refonte des horaires du cycle terminal ", les lycéens français, avec leurs 1036 heures de cours par an en moyenne, étant environ 10% au-dessus de la moyenne selon l'OCDE.

- **Remise en cause du service public d'orientation**: pourquoi garder les COP si des enseignants informent et conseillent les élèves ? 50 COP recrutés l'an dernier, soit 1 sur 5 partant en retraite ! **L'orientation est une mission en passe d'être intégrée au service des enseignants et des CPE ou privatisée !**

Ces mesures ne répondent pas à nos revendications ; ce qui a été rejeté en 2008 ne doit pas s'appliquer en 2010 ! La FSU doit défendre l'enseignement, le maintien des heures de cours et du bac, défendre les statuts de COP et d'enseignant, les CIO !

Comment Gérard ASCHIERI peut-il affirmer : " les annonces du Président...abandonnent une bonne partie des choix dangereux du précédent projet de réforme " ?

Pour la reconquête d'un syndicalisme indépendant

Pour les revendications urgentes, pour la grève jusqu'à satisfaction !

Après la catastrophe des journées des 26 mai et du 13 juin 2009, journées saute-moutons, et des défilés sans grève, le recours à la grève pour nos revendications est indispensable

- Pour le retrait de la circulaire traitant des stages avant le concours : pas de stages en responsabilité pour les étudiants ; abrogation des décrets sur la mastérisation ;

- Pour l'arrêt des suppressions de postes, la restitution des postes supprimés ;

- Pour la défense des statuts et des corps des fonctionnaires, du code des pensions, le retour aux 37,5 annuités pour tous public-privé ;

- Pour l'abrogation de la loi sur la mobilité. Contre les privatisations, pour la défense des personnels décentralisés (ex TOS), pour le maintien de tous les personnels dans la Fonction publique d'Etat ;

- Pour les salaires, pour le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, non à une revalorisation de quelques uns financée par le blocage des salaires de tous et les suppressions de postes.

- Pour le retrait définitif de la réforme des lycées, des bacs professionnels en trois ans, pour la défense des RASED et de la maternelle ;

- Pour la laïcité, fonds publics à la seule école laïque.

Martine BODIN, Lycée Schweitzer

Le Raincy SNES

Michel LEFEBVRE, collègue

Le Parc Aulnay, SNES

Sophie TRINQUIER, Lycée

Schweitzer Le Raincy, SNES

Jean Gabriel LEMOIGNE

retraité, SNES

Pascal BAUD, collègue Le Parc

AULNAY, SNES

Françoise COCHINAL, collègue

Le Parc AULNAY, SNES

Vincent RENAULT, Lycée

Schweitzer Le Raincy, SNES

Line ESKENAZI, retraitée, SNES

Françoise COCHINAL, collègue

Le Parc AULNAY, SNES

Stéphanie COHEN OLIVAR, collègue

Le Parc AULNAY, SNES

Votez pour la liste PRSI

contact : michel.lefebvre11@free.fr

EMANCIPATION

POUR SARKOZY, LE " DIALOGUE SOCIAL " C'EST LA FIN DU SOCIAL POUR " U et A ", C'EST LA FIN DU SYNDICALISME DE LUTTE

La " crise " du capitalisme qui se traduit par une vague sans précédent de licenciements, d'entreprises fermées ou démantelées, par la précarité érigée en système, par une destruction systématique du secteur public, de la fonction publique et plus généralement de l'ensemble du compromis social de 1945, issu du programme du Conseil national de la Résistance

Le patronat et les puissances financières sont bien décidés à faire payer l'entièreté de la " crise " aux salariéEs et à préserver leurs privilèges indécents. Et ce avec l'appui total des institutions internationales et européennes qui restent rivées sur leur credo néolibéral et de Sarkozy et ses gouvernements. Ceux-ci jouent avec méthode et cohérence leur partition dans l'affrontement de classe qui est engagé, en démontant pierre à pierre l'édifice social, pour subventionner le marché et les possédants.

Au train où vont les choses, à la fin du mandat de Sarkozy, les services publics, les statuts et les acquis sociaux risquent de ne plus être que des souvenirs.

Rien n'est épargné : " le gisement de postes " qu'est l'Education nationale est en première ligne, avec une dégradation sans précédent des conditions de travail des personnels et des élèves. L'enseignement privé parade, y compris dans les quartiers dits sensibles, nombreux dans le 93.

Les restructurations/privatisation sont en train de démanteler tout ensemble l'ANPE, l'Inspection du travail, la territoriale et la PJJ... Dans ce dernier secteur, elles sont associées aux attaques contre l'ordonnance de 49 sur les mineurEs, qui elle-même n'est qu'un pan de la politique répressive et de contrôle social qui vise à fichier et criminaliser les opposantEs...

LA DIRECTION DE LA FSU SE DONNE LES MOYENS... DE NE PAS GAGNER

Face à cette offensive implacable, dans cette lutte des classes, on aurait besoin d'un syndicalisme et particulièrement d'une FSU -puisque'elle est la plus représentative dans notre secteur- capable de construire un rapport de force pour résister et pour contre attaquer,

Mais, la direction de la FSU (Unité et Action épaulée par l'EE) loin de montrer la même détermination et la même cohérence que Sarkozy, se laisse entraîner sur son terrain.

En effet, jusqu'ici la direction de la Fédération se contentait de se réfugier derrière ses syndicats nationaux... pour ne rien faire. Mais, avec Sarkozy, les cho-

ses changent, au sens qu'elles empirent. Ce dernier a proposé un marché de dupe aux organisations syndicales qu'il a appelé " le dialogue social " : contre d'hypothétiques avantages pour les boutiques syndicales, il leur a concédé le droit d'avaler des couleuvres dans des réunions de concertation où le gouvernement impose ses contre réformes et de participer activement aux recompositions syndicales dans l'espoir de ne pas être laminées par les nouvelles mesures, d'autant que simultanément, le pouvoir attaque le paritarisme. Et G. Aschieri a engagé la FSU dans ce piège, au prix d'un chantage à la démission, pour faire revenir le Conseil national sur son vote contre ce dialogue social. La loi sur le dialogue social dans la fonction publique qui devrait-être votée cet automne va restreindre encore l'autonomie et l'indépendance des syndicats...

Cette évolution de la direction de la FSU permet de mieux comprendre la part qu'elle a prise dans l'échec des mobilisations pourtant exceptionnelles de l'an passé, en refusant de construire la mobilisation à partir des secteurs les plus mobilisés et d'appeler aux convergences avec les lycéenNEs qui les premiers ont forcé Sarkozy à reculer et avec le supérieur, les chercheurs et les IUFM, qu'elle a laissé isolés. Pire elle a trahis ces secteurs dont elle syndique les personnels en laissant passer les décrets sur le recrutement des enseignants au CTPM de fin Mai... On comprend mieux aussi pourquoi la FSU n'a appelé en cette rentrée qu'à une initiative ratée d'avance sur le " Travail décent " de la confédération " syndicale " internationale, le mercredi 7 octobre.

Devant le mécontentement et la désyndicalisation résultant de ces choix, et à la veille de congrès départementaux et national où elle doit rendre des comptes, la direction de la FSU s'est résolue à appeler enfin à la grève, sur le budget ... le 24 novembre. Ce qui est bien tard : à cette date, la discussion budgétaire à l'assemblée, commencée fin octobre, risque d'être plus qu'avancée ; de plus les lycéenNEs semblent vouloir se mobiliser (Aix, Rouen...) et à trois semaines des congés d'hiver, cette date ne favorise pas les suites.

D'ailleurs, la direction de la FSU a du mal à être crédible sur son désir de se battre pour l'annulation de toutes les suppressions de postes et la création de tous ceux qui sont nécessaires, vu qu'elle ne le revendique pas explicitement. Et en plus, ce sont les choix revendicatifs de la FSU, dictés par le SNES, sans la moindre prise en compte du fédéralisme, qui permettent au gouvernement de supprimer des postes.

Cette année, la majorité des postes supprimés sont des postes de stagiaires que l'obstination de la FSU à cautionner le recrutement au niveau master a aidé à

supprimer. Et on peut déjà prévoir que l'année prochaine les suppressions seront facilitées par la réforme Sarkozy du lycée, objectivement soutenue par la direction de la FSU (article dans POUR, "Lycée, besoin de réformes", juste une semaine avant que Sarkozy annonce sa réforme des lycées et que G. Aschieri se félicite : "*Nous retrouvons des revendications que nous portions*", (avec reprise en boucle par les communiqués de la FSU).

Le soutien à la place d'heures de cours, et les stages pendant les vacances à la place des redoublements et des classes passerelles, ce sont des milliers de postes supprimés, surtout si ces palliatifs sont assurés en heures sup. ou par des étudiantEs en Master comme le préconise le rapport Descoings... De même, l'orientation " progressive et réversible " imposée aux profs, la carte de compétence, les locuteurs natifs en langues et la réhabilitation de l'artistique et culturel au lycée, façon Sarkozy, permettent à la fois une attaque des statuts et du Bac. Sans oublier, pour couronner le tout, le refus de revenir sur la réforme des LP, l'installation au pas de charge des bacs pro en trois ans, et les " expérimentations " par le recteur de Créteil de la cagnotte absentéisme, du responsable des études qui remplace à la fois les CPE et les COP, et des brigades mobiles de sécurité et " d'aide " pédagogique.

Un des arguments de la tendance U et A pour justifier son soutien à la mas-térisation, et à une réforme du bac, c'était la promesse d'une revalorisation. Les suppressions de postes devaient au moins permettre une réattribution de la masse salariale " moins de fonctionnaire mieux payés " On voit à présent ce qu'il en est : travailler plus, plus mal pour un résultat plus mauvais, et pour des aumônes salariales qui ne couvriront pas, loin s'en faut le renchérissement de la santé, des taxes (" carbone "...) et des impôts locaux et qui en plus seront limitées aux débutantEs, aux méritantEs et exécutantEs zéléEs des contre réformes...

En fait, dans l'espoir d'illusoire avantages, la direction UA et EE de la FSU nous fait perdre sur tout... Il est urgent que ça cesse !

**RESISTONS A CE POUVOIR,
ET IMPOSONS UNE ALTERNATIVE**

**Les directions départementale
et nationale de la FSU nous ont
entraînéEs dans la défaite.
Changeons-les.**

VINAY Olivier
FOURTINE Henri
DESJARDINS Elise
CITTANOVA Denis
BEN SALAH Jihane
BELIN Henri
MUXONAT Noël
MARRIL Claude
BOISSET Jean-Jacques
BUTEL Martine
DAVID Martine
D'HERMIES Suzanne
LEROU Sandrine
DIOT Bernadette
DRAIDI Nadia
DULA Alice
CALPE Elisabeth
ESCALIE Olivier
BEDIN Virginie
GUILBON Noëlle
SLIM Mannoubi
ZERROUK Linda
MURUA Aurélie
SORO Jean- François
GILLET Pierre
MENUET Muriel
INGRILLI Francesco
KADEM Anissa
GRUPPER Catherine
MARCILLET Fabian

Front unique

POUR BRISER LES ATTAQUES GOUVERNEMENTALES : RUPTURE DE LA CONCERTATION AVEC LE GOUVERNEMENT SARKOZY-FILLON, COMBAT DANS L'UNITÉ CONTRE LUI ET SA POLITIQUE

Toute la politique du gouvernement vise à faire payer la crise du capitalisme aux travailleurs.

Le budget 2010 est le concentré de cette politique. D'un côté des sommes faramineuses mises à la disposition des banques, les 11 milliards de la suppression de la taxe professionnelle, vieux rêve patronal, devenu réalité par les bons soins de Sarkozy.

De l'autre : l'instauration de la taxe carbone, des coupes dans les budgets sociaux, 34 000 suppressions de postes dans la fonction publique, dont 16 000 d'enseignants.

Faire barrage à ce budget, à la politique du gouvernement, nécessiterait que la FSU appelle dans l'unité à l'organisation d'une manifestation centrale à l'Assemblée pour le rejet du budget Sarkozy-Fillon.

Tel n'est pas l'objectif de la grève de 24 heures qui s'annonce pour novembre. Dans l'enseignement comme ailleurs, depuis l'éclatement de la crise, la constante des directions syndicales a été de s'associer plus étroitement que jamais à la politique du gouvernement, jusqu'à préparer avec lui les G20...

Le gouvernement s'appuie sur la concertation pour faire passer sa politique.

- La " réforme " des lycées de Sarkozy n'est qu'une machine à détruire des postes, déqualifier la jeunesse. Moins d'heure de cours, fin des redoublements, stages pendant les vacances scolaires... Sarkozy a lancé sa réforme avec un vibrant appel à la concertation pour "vérifier que le fil n'est pas cassé entre nous". C'est la rupture des discussions qui, il y a un an, avait plombé la réforme Darcos. La direction de la FSU soutient ostensiblement la " réforme " des lycées et entend s'engager dans la concertation avec le gouvernement pour ... la faire aboutir. C'est inadmissible.

- La contre-réforme de la formation des maîtres est aussi le produit de la concertation. Stagiaires sous-payés expédiés dans les classes, liquidation des IUFM, ... tout cela était annoncé et prévu dès le début. Mais au CDFN de la FSU de mars, U&A, EE et PRSI se sont opposés à la revendication de " retrait de la réforme de la formation " maintenue par le seul courant FU.

En septembre, les mêmes se sont opposés à l'exigence d'abrogation de la circulaire du 20 août et au boycott des groupes de travail mis en place pour parachever cette " réforme ". Ces trois courants sont aujourd'hui pour ... une " réécriture " de cette circulaire ! Le rôle du syndicat n'est pas de corédiger les textes gouvernementaux !

- Pour la mise en oeuvre de la PFR (prime de fonctions et de résultats), instrument d'individualisation des rémunérations, le gouvernement mise sur l'association des syndicats, via des CTP, à la cotation des postes, dont dépend le montant des primes.

Rien n'est plus urgent pour lui faire barrage, que de combattre le gouvernement Sarkozy-Fillon.

Mener le combat contre le gouvernement implique de rompre le cadre de " l'intersyndicale " : la plateforme du 5 janvier ne remet en cause ni " les lois du marché ", ni l'existence du gouvernement Sarkozy, ne défendant aucune réelle revendication.

Voilà d'où vient le dispositif des " journées d'actions sans action " paralysant les travailleurs !

Il faut y opposer, sur la base des revendications ouvrières (à commencer par l'arrêt immédiat des licenciements), la constitution du front uni pour combattre le gouvernement Sarkozy-Fillon.

Liste Front Unique

Pour cela il faut imposer que la direction de la FSU "casse le fil" avec le gouvernement, rompe la concertation: sur la "réforme" des lycées, sur la PFR, en boycottant les CTP chargés de la mettre en place, mais aussi sur les retraites, en quittant le Conseil d'orientation des retraites où se prépare la future " réforme ". Il n'est pas d'autre voie pour la satisfaction des revendications suivantes :

- Aucune suppression de postes, à bas la précarité !
- Rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 2000 ; abrogation de la PFR
- Retrait du projet de réforme des lycées
- Abrogation de la contre réforme de la formation des maîtres et retrait de la circulaire du 20 août.
- Abrogation des " réformes " Darcos du primaire, des LP, de la loi mobilité
- Pas un trimestre de cotisation en plus

**Portez vos suffrages
pour le courant Front unique**

Yvon Breda
SNES
Collège Iqbal Masih

Julien Gorce
SNUIPP
Ecole élémentaire Lafontaine
Florian (ZIL)

Benoît Mauro
SNES
Collège Jean Jaurès, Montreuil

Martine Debair
SNUIPP

Elisabeth Allaire-Moutin
SNUAS-FP
Collège Iqbal Masih, Saint-Denis

Brice Boussari
SNES
Lycée Gustave Eiffel, Gagny

Florian Rideau
SNES
collège Jean Jaurès Montreuil
(2008-2009) - lycée Jean Jaurès

Isabelle Esnault
SNES
Collège Iqbal Masih, Saint-Denis

Marc Guilon
SNES
Collège Iqbal Masih, Saint-Denis

Anne-Christine Martinez
SNES
Collège Iqbal Masih, Saint-Denis

Manon Darragon
SNES
Collège Iqbal Masih

Béatrice Hercberg
SNES
Collège Iqbal Masih



VOTE n°1 : Orientation fédérale nationale
2009]

(suppl.° POUR ° n°139 / octobre -

Entourez la liste de votre choix d'un trait apparent

- Liste Unité et Action et sans tendance
- Liste à l'initiative de l'École Émancipée (EE)
- Liste Émancipation
- Liste Pour la reconquête d'un syndicalisme indépendant
- Liste Front Unique

VOTES n°2 : Rapport d'activité fédérale national
octobre - 2009]

(suppl.° POUR ° n°139 /

Entourez votre choix d'un trait apparent

POUR

CONTRE

ABSTENTION

REFUS DE VOTE

Le rapport d'activité comporte 3 fenêtres qui correspondent à des points qui font débat. Chaque syndiqué(e) est invité(e) à indiquer l'appréciation dans laquelle il (elle) se reconnaît le mieux.

Pour les 3 votes ci-dessous, entourez la réclamation de votre choix d'un trait bien apparent

Fenêtre « Education » (page 8)

A

B

Fenêtre « Formation et recrutement des maîtres »

(page 9)

A

B

Fenêtre « Vie fédérale » (page 11)

A

B

BULLETIN DE VOTE POUR LA FSU 93 - VOTE DEPARTEMENTAL 5 - 26 novembre 2009

VOTE n°1 : Orientation fédérale départementale

Entourez d'un trait apparent la liste de votre choix

- Liste Unité et Action et sans tendances
- Liste École Émancipée
- Liste Pour la reconquête d'un syndicalisme indépendant
- Liste Émancipation
- Liste Front Unique

VOTE n°2 : Rapport d'activité fédérale départemental

Entourez votre choix d'un trait apparent

POUR

CONTRE

ABSTENTION

REFUS DE VOTE